

pays, a lutté pour assurer au peuple de cette province ce que William Lyon MacKenzie s'efforçait en même temps d'obtenir pour le peuple du Haut-Canada: le droit de se gouverner lui-même, et si les moyens dont l'un et l'autre se sont servis peuvent nous sembler répréhensibles, nous devons reconnaître qu'ils luttèrent contre de graves abus et qu'ils s'efforçaient de faire disparaître un état de choses d'une injustice criante envers la majorité du peuple des deux provinces.

La rébellion de 1837 et le rapport extrêmement habile que fit Lord Durham de l'état politique du Canada après cet événement, me fournissent un point de départ approprié pour cette discussion. Permettez-moi de vous relater les faits et gestes des deux partis politiques de ce pays à partir de la rébellion de 1837 jusqu'à l'année 1911, sur les trois questions que je viens de mentionner.

Rapports Politiques.

Les quatre événements principaux dans le développement de nos rapports politiques au cours de cette période sont les suivants:

(1) la lutte pour un gouvernement responsable et la conquête de ce privilège; (2) l'établissement de la Confédération canadienne, qui comprend l'achat des territoires du Nord-Ouest; (3) l'évolution du Canada, du Statut de colonie de Grande-Bretagne qu'il occupait, à celui de nation autonome de l'Empire; (4) la création d'une organisation réellement impériale sous le nom de Conférence impériale.

Gouvernement Responsable.

Avant la loi de l'Union de 1841, les provinces du bas et du haut Canada étaient administrées par des gouverneurs, envoyés de Grande-Bretagne; ceux-ci agissaient d'après instructions de l'Office colonial et sur les avis de conseillers au Canada, conseillers qu'ils se choisissaient eux-mêmes. Les assemblées législatives, élues par le peuple, étaient impuissantes à contrôler les actes des Gouverneurs. Ce fut cet état de choses qui provoqua la rébellion, et c'est contre cet état de choses que Lord Durham se déclara d'une manière si nette dans son rapport.

La loi de l'Union avait pour but de corriger la situation et de donner le contrôle à l'assemblée législative, mais cette loi ne pouvait être que lettre morte sans la coopération sympathique du gouverneur et ce ne fut qu'en 1847, lorsque Lord Elgin devint gouverneur, que le peuple du Canada obtint un gouvernement réellement responsable.

Le parti libéral, que l'on appelait alors le parti de la réforme, prétendait, avant et après la rébellion, que le gouverneur devait appeler à son conseil les hommes qui jouissaient de la confiance de la majorité de l'assemblée, et agir d'après leurs recommandations, tout comme le gouverneur-